

PROCEDURE PENALE

Introduction

La procédure pénale est souvent présentée sous une connotation défavorable dans la mesure où on assimile cette matière aux excès que peuvent commettre certains plaideurs que l'on qualifie volontiers de procéduriers. En fait, la procédure est au cœur des libertés individuelles, ce qui a fait dire à certains que la procédure pénale est le baromètre des libertés individuelles. En fait, la procédure pénale est la matière qui régit les droits fondamentaux du citoyen. Cette place conduit à s'interroger sur la définition et sur les caractères que revêt cette matière.

1) L'intérêt de la procédure pénale.

A) La liberté d'aller et de venir.

- Tout citoyen peut voir restreindre sa liberté d'aller et de venir. Ainsi, aux termes de l'article 61 du CPP « l'officier de police judiciaire agissant dans le cadre d'une enquête de flagrance, peut, défendre à toute personne de s'éloigner du lieu de l'infraction jusqu'à la clôture de ses opérations ».

- L'article 78-1 du CPP prévoit dans son alinéa 2 « toute personne se trouvant sur le territoire national, doit accepter de se prêter à un contrôle d'identité effectué par les autorités de police ». Aucun texte n'impose à un citoyen français de posséder un document d'identité, pourtant, l'article 78-2-2 du CPP permet à l'officier de police judiciaire de **retenir** la personne contrôlée pendant une durée de 4h afin de lui permettre de justifier son identité.

- Dans le cadre d'une enquête, une personne peut faire l'objet d'une garde à vue, en droit commun la

garde à vue dure au maximum 24h, avec un renouvellement possible de 24h, et ce délai peut être allongé puisqu'en matière de criminalité organisée, ce délai peut être porté au total à 96h.

- Lorsqu'une personne est mise en examen par un juge d'instruction, ce magistrat a le choix entre 3 possibilités: laisser l'individu en liberté, demander au juge des libertés et de la détention (JLD) de placer la personne mise en examen en détention, laisser la personne en liberté mais en lui imposant l'une des 17 obligations du contrôle judiciaire ou plusieurs de ces obligations cumulées.

Or, l'article 138 précise parmi les obligations qui peuvent être mises à la charge du mis en examen: « ne pas sortir des limites territoriales déterminées par le juge d'instruction ou le JLD.

Ne s'absenter de son domicile ou de la résidence fixée par le juge d'instruction ou le JLD qu'aux conditions et pour les motifs déterminés par ce magistrat.

Ne pas se rendre en certains lieux ou ne se rendre que dans les lieux déterminés par le juge. Informer le juge de tous déplacements au delà de limites déterminées ».

- Le juge d'instruction peut décider de placer une personne en détention en demandant au JLD d'examiner la demande qu'il formule en ce sens. Le législateur a déterminé divers délais butoirs pour éviter des détentions abusives mais il n'en reste pas moins que certaines détentions antérieures aux jugements durent parfois plusieurs années.

- Une fois le jugement prononcé, et la peine prévue par le jugement appliquée, plusieurs textes prévoient des aménagements possibles de la peine privative de liberté et, par exemple, lorsque la peine restant à accomplir est de moins d'une année, le détenu pourra former une demande de placement sous surveillance électronique « PSE ». Une loi du 25 février 2008 est venue prévoir, après l'accomplissement de la peine, une mesure de sûreté permettant de prolonger sous certaines conditions l'enfermement du délinquant, dans un établissement spécialisé afin de faire échec à la dangerosité présentée par ce délinquant.

Ce même texte prévoit que le juge peut organiser le placement d'office en hôpital du délinquant atteint de troubles mentaux.

B) Le droit au respect de la vie privée.

L'article 9 du CC issue de la **loi du 17 juillet 1970** (loi tendant à assurer la protection des droits individuels du citoyen), pose en principe que « chacun a droit au respect de sa vie privée ». La nécessité de parvenir à la manifestation de la vérité entre bien évidemment en conflit direct avec le principe posé par l'article 9 du CC. Toutefois, la CEDH et la Chambre Criminelle ont admis que l'on puisse faire échec au secret de la vie privée lorsque l'ingérence réalisée se justifie en raison des circonstances dans une société démocratique.

Il y a fort longtemps que le législateur et la jurisprudence, se sont penchés sur la question des ingérences possibles dans cette vie privée. On cite traditionnellement à cet égard le problème des écoutes téléphoniques.

L'affaire Wilson, également connue sous le nom d'affaire du trafic des décorations et considérée comme l'une des premières à avoir mis l'accent sur les dangers que faisait encourir les écoutes téléphoniques dans le cadre de la vie privée et des droits de la défense.

Un jeune juge d'instruction saisi d'une affaire de trafic de décorations acquiesça rapidement la conviction que l'auteur de ce trafic n'était autre que le gendre du président de la République (Jules Grévy).

Appelé à entendre le secrétaire de Wilson, il imagina le stratagème suivant: à la fin de l'audition du témoin il invita ce dernier à déjeuner puis, au moment du dessert s'éclipsa avec ce dernier pour appeler le bureau de Wilson en imitant la voix du témoin qu'il venait d'entendre longuement.

Le magistrat fit noter par son greffier la conversation qu'il eut avec Wilson.

L'affaire fit scandale, le magistrat traduit devant le Conseil de la Magistrature, ou il lui fut reprocher son manque de dignité dans la recherche de la preuve.

Il se vit dessaisir du dossier, lequel fut annuler, la presse prétendit que Jules Grévy avait fait pression en faveur de son gendre. Il fut alors contraint de démissionner.

Cette première affaire d'écoutes téléphoniques fut suivie de toute une jurisprudence qui amena à une condamnation de la France par la CEDH et qui contraignit le législateur à intervenir par une loi du 10 juillet 1991 aujourd'hui insérée dans les articles 100 et suivants du CPP.

Les moyens d'intrusions dans la vie privée se sont à un tel point perfectionnés que, désormais, dans le cadre d'une affaire de criminalité organisée, l'article 706-96 du CPP prévoit que l'on peut installer des appareils de sonorisation ou des caméras en tout lieux et véhicules au besoin en pénétrant de jour ou de nuit dans le domicile du citoyen pour y installer le matériel nécessaire.

Toute enquête ou toute instruction conduit nécessairement à des intrusions dans la vie privée. Les perquisitions en sont un exemple, il pourra être saisi des correspondances privées voir même un carnet intime.

C) Droit au respect de la personne.

La question du respect de la personne se pose de manière constante en procédure pénale et en science pénitentiaire.

C'est la célèbre affaire du professeur Heuyer qui a marquée le premier point de la jurisprudence sur les atteintes corporelles destinées à parvenir à la manifestation de la vérité.

En l'espèce, un jeune juge d'instruction qui avait assisté en Angleterre aux examens sous scopolamine des soldats américains prétextant la folie pour ne pas être associés au débarquement en France, eu l'idée d'appliquer cette méthode à l'une des affaires dont il était saisi en 1947.

Dans le cadre d'une affaire de viol particulièrement grave, l'inculpé (mise en examen) prétendait être atteint de folie.

Ce juge d'instruction désigne alors le professeur Heuyer pour procéder à une injection de Pentothal afin de déterminer si l'inculpé simulait ou non la folie.

L'examen révéla qu'il s'agissait d'un simulateur.

Le professeur Heuyer fut alors poursuivi pour blessures volontaires devant le tribunal correctionnel de Paris.

Il fut relaxé et la jurisprudence elabora à cette occasion une distinction entre l'utilisation du Penthotal pour parvenir à un diagnostic (le narco-diagnostique) et l'utilisation du penthotal pour procéder à l'interrogatoire de l'inculpé sur le fond de l'affaire en profitant de son état de veille (le narco-interrogatoire).

La jurisprudence a admis le narco-diagnostic mais a condamnée clairement le narco-interrogatoire, dans la mesure où cette méthode aboutie à un viol de conscience, ce que ne peut justifier la recherche de la vérité.

A la suite de cet arrêt, de nombreux auteurs ont pensés que le viol de la conscience, prohibé par la jurisprudence, imposait également la prohibition du viol de la personne sur le plan purement physique. La question fut clairement posée à la Cour de Cassation dans un arrêt du 29 janvier 1997. En l'espèce, un sieur Gildas Gourvenec, soupçonné de trafic de stupéfiant, fit l'objet d'une expertise et d'un examen ordonné par un juge d'instruction visant à extraire tout corps étrangers de son système digestif.

S'opposant au touché rectal que voulait lui imposer le médecin, il résista à un tel point que l'examen ne put avoir lieu qu'après avoir été contenu par plusieurs policiers.

Celui ci, dans un premier temps souleva la nullité de la procédure, qui fut rejeté, puis il déposa à

l'encontre du médecin, une plainte pour viol et, à l'encontre des policiers, une plainte pour complicité de viol.

Cette seconde procédure échoua également.

A la suite de cet arrêt, la doctrine soulignait que seul un juge pouvait prendre une décision aussi grave pour la personne en cause et qu'il fallait donc qu'une instruction soit ouverte pour pouvoir procéder à ce type de recherches.

La loi du 15 juin 2000, a apporté un démenti à cette vision doctrinale. En effet, désormais, au terme de l'article 63-5 du CPP « lorsqu'il est indispensable pour les nécessités de l'enquête de procéder à des investigations corporelles internes sur une personne gardé à vue, celles ci peuvent être réalisées par un médecin requis à cet effet par le policier en charge de la garde à vue.

La question de l'intégrité corporelle et du viol de la conscience a conduit la Cour de Cassation à rendre le 12 décembre 2000 un arrêt à propos de l'intervention d'un hypnotiseur: monsieur Alban de Jong.

En l'espèce, un juge d'instruction avait désigné monsieur Alban de Jong pour procéder à une audition sous hypnose de témoins consentants à cet examen.

Il s'agissait notamment d'un témoin gendarme qui avait assisté à un Hold-up sanglant au cours duquel les malfaiteurs s'étaient enfuis en voiture. Sous hypnose, Monsieur Alban de Jong parvint à faire dire aux témoins le numéro d'immatriculation du véhicule, ce qui permit de retrouver les auteurs du Hold-up. La Cour de Cassation n'a pas admis ce moyen de preuve en estimant qu'il portait atteinte à la conscience intime d'un témoin, lequel même consentant ne peut se prêter à ce type d'opérations.

Enfin, la Cour de Cassation, dans le cadre du respect de la personne humaine, a eu à ce prononcer à maintes reprises au sujet de l'arrestation des délinquants. La CEDH a estimé dans un arrêt du 9 octobre 2007 que la France n'était pas allée assez loin dans la protection des droits de l'individu, même dans le cadre de son arrestation, elle a observé que le décès de cet individu était dû à une immobilisation suite à son asphyxie due à son positionnement face contre sol.

D) Les droits de la défense.

Depuis la loi du 8 décembre 1897, l'avocat s'est vu reconnaître le droit d'accéder au dossier de la procédure. Il peut même solliciter la photocopie de ce dossier afin de lui permettre d'exercer pleinement les droits de la défense.

Cependant, jusqu'à ce qu'intervienne la réforme de l'article 114 du CPP, la copie du dossier de la procédure était remise à l'usage exclusif de l'avocat. C'est à dire que l'avocat ne pouvait remettre des copies du dossier à son client.

Deux avocats furent poursuivis (l'un à Toulon, l'autre à Toulouse) pour avoir enfreint cette règle et donner copie du dossier à leurs clients incarcérés. La juridiction disciplinaire de Toulon n'ayant pas prononcée de peine à l'encontre de l'avocat, le parquet d'Aix en Provence fit appel et l'avocat fut condamné à un an de suspension.

A l'inverse, l'avocat de Toulouse échappa à toute sanction, les deux affaires furent portées devant la Cour de Cassation qui rendit le 30 juin 1995, un arrêt en assemblée plénière aux termes duquel il résulte de l'article 114 du CPP et du texte organisant la profession d'avocat que, si celui ci autorisé à ce faire délivrer des copies du dossier d'instruction, peut procéder à leurs examens avec son client pour les besoins de la défense de ce dernier, il ne saurait en revanche lui remettre ses copies qui ne lui sont délivrées que pour son usage exclusif et doivent demeurer couvertes par le secret de l'instruction. A la suite de cet arrêt, les deux avocats furent condamnés.

Devant le tollé provoqué par cette décision, le président de la République usa de son droit de grâce à

l'égard de ses deux avocats.

Dans la foulée, par une loi du 30 décembre 1996, la loi fut modifiée. **Désormais, aux termes de l'article 114 (/),** après la première comparution, l'avocat peut se faire délivrer copie de toute ou partie des pièces et actes du dossier.

Les avocats peuvent transmettre une reproduction des copies ainsi obtenues à son client sous les conditions suivantes.

Premièrement, l'avocat doit donner connaissance au juge d'instruction, par déclaration à son greffier ou par lettre recommandée AR, de la liste des pièces dont il souhaite remettre copie à son client.

Deuxièmement, le juge d'instruction dispose d'un délai de 5 jours ouvrables à compter de la réception de la demande pour faire part de sa décision.

Il peut s'opposer à cette remise de tout ou partie des reproductions par une ordonnance spécialement motivée au regard des risques de pressions sur les victimes ou les autres parties ou auxiliaires de justice de l'affaire.

Cette décision est notifiée sans délais à l'avocat qui peut former un recours devant le président de la chambre de l'instruction.

Le silence du juge d'instruction à l'échéance de ce délai de 5 jours ouvrables, est considéré comme un accord donné par le juge d'instruction.

Troisièmement, l'avocat, une fois autorisé à communiquer la copie du dossier doit faire signer à son client une attestation dans laquelle il reconnaît avoir été informé que les pièces lui ont été remises sans qu'il puisse les diffuser auprès d'un tiers, à peine de poursuites pénales, sanctionnées d'une amende de 3750 euros.

Quatrièmement, le législateur a prévu un régime spécial pour l'expertise.

En effet, aux termes de l'article 114 alinéa 6, les copies des rapports d'expertises peuvent être communiquées par les parties ou leurs avocats, à des tiers pour les besoins de la défense.

E) Droit au respect du cadavre.

La procédure pénale ne s'intern pas seulement à la personne physique vivante. Elle a été amenée à maintes reprises à se prononcer à propos de la dépouille mortelle des auteurs ou victimes d'infractions.

- La question se pose tout d'abord à propos des autopsies avec la délicate question de savoir si une famille peut pour des raisons morales, religieuses, voir même sentimentales, s'opposer à la réalisation d'une autopsie. La question a été tranchée par la Cour de Cassation: Si le procureur de la république ou le juge d'instruction décide de faire procéder à une autopsie pour parvenir à la manifestation de la vérité, la famille du défunt ne pourra pas s'y opposer.

- En revanche, la CC et les juridictions du fond estiment que la dépouille mortelle, même remise à la science, mérite le respect procédural. Ainsi, a été annulée la décision d'un juge d'instruction qui avait ordonné une expertise balistique consistant à récupérer auprès d'un laboratoire de médecine légale, plusieurs têtes de cadavres, afin de procéder sur elles à des essais balistiques dans une affaire où il s'agissait de déterminer si les coups de feu tirés à l'occasion d'un Hold-up avaient été volontairement de la part des délinquants ou étaient le résultat de la pression de l'énergie cinétique causé par un véhicule en mouvement.

2) La définition de la procédure pénale.

Trois approches sont possibles en la matière:

- La première consiste à distinguer les lois de procédures touchants à la forme et les lois pénales substantielles qui elles concerneraient le fond du droit. Cependant, cette approche est difficilement exploitable car aucun auteur et aucun dictionnaire n'est parvenu à distinguer le fond de la forme.

- La deuxième approche consiste à dire que les lois de procédure sont celles figurant dans le CPP et que les lois de fond sont celles qui figurent dans le CP. La logique la plus élémentaire voudrait qu'il en soit ainsi. Cependant, l'on trouve des dispositions de procédure pénale dans le CP et des dispositions de droit pénal dans le CPP. Par exemple, l'article 112-2, deuxièmement du CP, dit que sont applicables immédiatement, à la répression des infractions commises avant leur entrée en vigueur, les lois fixant les modalités des poursuites et les formes de la procédure.

- En l'état de cette carence législative, la Chambre Criminelle a élaboré une définition des lois de procédure pénale. (//) Constitue une loi de procédure pénale une loi qui:

*** ne modifie pas les éléments constitutifs d'une infraction,**

*** ne modifie pas la responsabilité pénale de son auteur,**

*** ne modifie pas la fixation de la peine.**

A titre d'exemple on peut citer l'affaire Abu Daoud. Les jeux olympiques de Munich qui se déroulèrent en septembre 1972 furent endeuillées par un attentat visant les athlètes Israéliens. En 1975 les services du Mossad, apprirent qu'Abu Daoud séjournait à Paris sous sa véritable identité et qu'il était l'auteur des attentats de Munich. Une demande d'extradition fut adressée aux autorités françaises. Abu Daoud fut interpellé et l'affaire fut évoquée devant la Chambre d'accusation (aujourd'hui chambre de l'instruction). La loi du 10 mars 1927 qui régissait l'extradition précisait « l'extradition n'est accordée que si l'infraction cause de la demande, a été commise:

→ soit sur le territoire de l'État requérant par un sujet de cet État ou par un étranger (non applicable ici)

→ soit en dehors de son territoire par un sujet de cet État (non applicable ici)

→ soit en dehors de son territoire par un individu étranger à cet État quand l'infraction est au nombre de celles dont la loi française autorise la poursuite en France alors même qu'elles ont été commises à l'étranger par un étranger.

Toute la question était en premier lieu de savoir si il existait dans la loi française un texte autorisant la poursuite en France d'une personne étrangère pour un crime commis à l'étranger sur une personne de nationalité étrangère.

A cette question, la réponse paraissait évidente car il existait à l'époque un article 659 permettant de réprimer en France des faits commis à l'étranger, par un étranger, sur un étranger, dès lors qu'il s'agissait de faits criminels.

Cependant, une seconde question se posait: l'article 659 a été introduit en France par une loi de 1975, donc postérieurement au fait criminel.

A partir de là deux hypothèses étaient concevables. Soit on disait que l'article 659 est une disposition de procédure pénale, et dans cette hypothèse la loi était d'application immédiate, on pouvait donc extraditer Abu Daoud. Soit on disait que l'article 659 est une disposition de fond, par voie de conséquence non rétroactive et il fallait « élargir » (libérer) immédiatement Abu Daoud.

La Cour d'Appel de Paris va donc analyser la nature juridique de l'article 659 et va considérer que ce texte modifie les règles de responsabilité pénale de l'auteur du crime et que, par voie de conséquence, il s'agissait d'une disposition de fond non rétroactive, d'où la libération d'Abu Daoud.

3) L'autonomie de la Procédure Pénale.

La procédure pénale touche deux branches du droit très différentes: la branche de la procédure et la branche du droit Pénal.

A) L'autonomie de la procédure pénale par rapport au droit pénal substantiel.

Cette autonomie se manifeste à trois niveaux:

- celui des sources.
- l'application de la loi dans le temps et l'espace.
- l'interprétation de ces deux catégories de textes.

a) L'autonomie au niveau des sources.

- Les sources écrites.

En droit pénal substantiel, c'est la loi qui détermine les règles essentielles de droit pénal mais l'essentiel des textes sont des textes qui émanent de personnes qui font partie de ce que l'on nomme l'exécutif. C'est à dire les maires, les préfets et les ministres (arrêtés préfectoraux, ministériels...). Pour la procédure pénale, l'article 34 de la Constitution pose le principe selon lequel seul le pouvoir législatif peut énoncer des règles dans ce domaine. On ne pouvait pas laisser au pouvoir exécutif le soin de déterminer les libertés fondamentales de l'individu. Il existe toutefois une exception: l'article 38 de la constitution de 1958 permet au législateur de déléguer son pouvoir à l'exécutif en lui permettant de prendre des ordonnances. On pense par exemple aux ordonnances prises par le gouvernement de l'époque au moment des événements d'Algérie. Comme c'est le cas, le plus souvent, les ordonnances sont liberticides. C'est le cas pour l'article 105 du CPP. Par ailleurs, en application de l'article 55 de la constitution, les traités ont une valeur supérieure à la loi. En procédure pénale, la Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'Homme joue un rôle déterminant notamment par le biais de deux textes: l'article 5 et l'article 6 CEDH.

- Les sources non écrites.

+ Les usages.

En droit pénal substantiel, les usages ont un rôle extrêmement limités. Si il est vrai que dans l'ancien droit, les usages jouaient un rôle fondamental, dans le droit actuel, leurs rôles se cantonnent à des domaines tels que la tauromachie ou encore les matches de boxe ou de catch.

En procédure pénale, les Usages jouent un rôle fondamental.

* La commission rogatoire. Dès la fin du 19^{ème} siècle, l'idée est venue aux juges d'instructions de déléguer leurs pouvoirs, notamment lorsqu'ils étaient surchargés et ne pouvaient accomplir eux même personnellement tout les actes d'instruction. Par imitation du mandat réglementé par le Code Civil, ils ont pris l'initiative de charger des officiers de police judiciaire (policiers ou gendarmes) d'accomplir en leurs lieu et place des actes d'instruction. Très rapidement, cet usage qui ne s'appuyait sur aucun texte de droit pénal, à pris le nom de « commission rogatoire ». Cette expression venait du latin où il existait les rogatorias, sorte de mandats donnés à des tiers. La pratique de la commission rogatoire ne fut réglementé que dans les années 30, ce qui signifie que pendant presque 40 ans, on à eu recours à ce procédé en dehors de tous textes. La jurisprudence à admis la commission rogatoire générale quand aux actes mais à considérée comme illicite la commission rogatoire générale quand aux infractions. Le raisonnement suivi était simple: un juge d'instruction ne peut pas déléguer plus de pouvoirs qu'il n'en a lui même. Or, en application du principe de la séparation des pouvoirs, le juge d'instruction, se voit saisir d'une infraction déterminée et non globalement de toute une série d'infractions.

* L'enquête officieuse. Devant l'encombrement des parquets et des juges d'instruction, certains parquets de grandes villes eurent recours à une enquête non réglementée par le Code d'Instruction

criminelle et auquel il fut donné le nom d'enquête officieuse. Dans le cadre de cette enquête, le policier ou le gendarme effectuait des auditions, procédait à des perquisitions, plaçait des personnes en garde à vue, le tout sans le moindre support textuel. Cette enquête va prospérer pendant près de 60 ans, sans le moindre texte. Ce n'est que la promulgation du CPP en 1958 qui a consacré cet usage en créant, aux lieux et place de l'enquête officieuse, l'enquête préliminaire.

* La pratique de la correctionnalisation et celle de la contraventionnalisation qui consiste notamment à fermer les yeux sur une circonstance aggravante ou un élément constitutif de l'infraction pour la faire basculer de la catégorie des crimes à celle des délits ou de la catégorie des délits à celle de contravention. Elle s'est développée en dehors de tout textes afin de résoudre le problème posé par l'encombrement des cours d'assises et des tribunaux correctionnels. Il est arrivé à plusieurs reprises que le législateur adopte au bout de plusieurs années de ce type de pratiques, des dispositions permettant de faire cadrer le droit avec la réalité de la répression.

* La pratique de la Cancellation. Le CPP a voulu que la sanction de nullité susceptible de frapper un acte d'instruction, soit absolument efficace. Il avait donc prévu à l'origine que les actes annulés étaient retirés du dossier et classés aux greffes de la CA sans que l'avocat puisse y faire allusion à peine de poursuites disciplinaires et sans que le magistrat puisse y faire référence à peine de forfaiture. Une affaire mit en exergue les inconvénients présentés par le système élaboré par le CPP de 1958. En l'espèce, un juge Marseillais, avait, dans une affaire de stupéfiant internationale demandé à deux collègues Italiens de venir interroger avec lui l'auteur présumé des faits délictueux. L'interrogatoire dura une journée entière et, au cours de l'après midi, l'un des juges Italien fit référence à des écoutes téléphoniques réalisées à Gênes mais ne se trouvant pas dans le dossier de la procédure pénale française. Autrement dit, l'interrogatoire était seulement partiellement nul. La Chambre d'accusation d'Aix en Provence eut alors l'idée de barrer avec un feutre la partie d'interrogatoire affectée de nullité. Cette méthode connut immédiatement un très grand succès et les magistrats parisiens proposèrent même de l'améliorer en lui substituant la pratique du découpage consistant à découper dans le procès verbal d'interrogatoire, les quelques lignes affectées de nullité. Il fallut attendre un peu plus de 15 ans pour voir ces pratiques consacrées par une loi de 1993 qui se trouve aujourd'hui **dans le premier alinéa de l'article 174 du CPP (//): « les actes ou pièces annulés sont retirés du dossier d'information et classés aux greffes de la CA.** Les actes ou pièces de la procédure partiellement annulés, sont annulés après qu'a été établie une copie certifiée conforme à l'original qui est placée aux greffes de la CA. Il est interdit de tirer des actes et des pièces ou partie d'actes ou de pièces annulés, aucun renseignement contre les parties à peine de poursuite disciplinaire pour les avocats et les magistrats ».

+ Les principes généraux du droit.

Il existe peu de principes généraux en droit pénal général. C'est la procédure pénale qui est vraiment le terrain d'élection des principes généraux des droits. Par exemple, le Conseil Constitutionnel a déclaré inconstitutionnelle une loi au nom du principe de l'égalité des citoyens devant la loi au motif que cette loi permettait au président du tribunal de déterminer selon son bon vouloir les affaires qui seraient soumises à un juge unique et celles soumises à une juridiction collégiale. Il était en effet inadmissible qu'un citoyen, pour une même infraction, soit jugé dans une ville par une juridiction collégiale, et dans une autre ville par un juge unique. Le législateur, à la suite de la décision du Conseil, a repris le texte mais en prévoyant cette fois les infractions qui, sur l'ensemble du territoire national, seraient soumises à un juge unique correctionnel.

b) L'autonomie au niveau de l'application de la loi dans le temps et dans l'espace.

- Dans le temps.

La loi Pénale de fond ne peut être rétroactive, sauf lorsqu'elle est plus douce en application du principe de la rétroactivité « in mitius ».

A l'inverse, en procédure Pénale, le principe est celui de l'application immédiate de la loi de procédure.

- Dans l'espace.

Alors que la loi pénale cherche à s'appliquer à des faits commis hors du territoire de la république, (ainsi, il est possible de poursuivre en France un étranger qui a commis des faits à l'étranger sur une victime étrangère). **A l'inverse (//) la loi de procédure est d'application territoriale.** Par exemple, une personne qui a réalisée une expertise à l'étranger pour des autorités judiciaires étrangères peut être entendue en France par une Cour d'Assise, mais le président de la Cour d'Assise ne peut pas faire prêter à cette personne le serment de l'expert (je jure d'accomplir fidèlement ma mission...) puisqu'elle n'a pas le statut d'expert au regard du CPP français. Le président de la Cour d'Assise ne pourra que lui faire prêter le serment du témoin (je jure de dire la vérité, rien que la vérité). De même, la célèbre affaire de l'UBS (union des Banques Suisses) ou les douaniers français ont fait appel à des aviseurs (indicateurs) étrangers pour connaître le nom des français ayant transférés leurs comptes à l'étranger à la suite de l'élection présidentielle de 1981. Ces douaniers, ont payés les aviseurs à Genève, ce qui n'était pas possible car les règles de procédure sont territoriales et le paiement de l'aviseur, pour être régulier, aurait dû être réalisé en territoire français.

c) Interprétation des lois de procédure pénale.

En droit Pénal général, le principe de légalité a pour conséquence que les lois pénales doivent être interprétées de façon stricte (ne jamais dire que les lois pénales sont d'interprétation restrictive car, le mot strict veut dire que la loi pénale ne peut être interprétée de manière extensive, notamment par la voie du raisonnement par analogie. En revanche, il faut donner à la loi pénale tout son sens et surtout ne pas interpréter restrictivement la loi pénale !!).

En procédure pénale, il est coutume de dire que les lois de procédures doivent être interprétées de façon souples. Effectivement, un certain nombre d'arrêts vont dans ce sens.

L'article 107 précise que les procès verbaux ne peuvent comporter aucun interligne.

Les ratures et les renvois sont approuvés par le juge d'instruction, le greffier et le témoin et, si il y'a lieu, par l'interprète.

A défaut d'approbation, ces ratures et ces renvois sont non avenus.

Il en est de même du procès verbal qui n'est pas régulièrement signé.

Ce texte figure dans le code de Procédure Pénal, au chapitre consacré aux juridictions d'instructions.

Si l'on applique strictement le principe de légalité, ce texte ne peut trouver application lors de la phase de l'enquête policière.

Or, depuis fort longtemps déjà, la Cour de Cassation pose en principe que l'article 107 doit recevoir application aussi bien devant le juge d'instruction que dans le cadre d'une enquête diligentée par un policier ou un gendarme.

Le second exemple est tiré de l'article 203 du CPP. Ce texte concerne la connexité, laquelle revêt en procédure une très grande importance, notamment parce qu'elle permet de déroger aux règles de compétence de droit commun.

Il arrive en effet que des éléments constitutifs d'infractions, des infractions proprement dites, soient commises en divers lieux, en divers temps mais que pour des raisons de connexité, elles soient réunies dans les mains d'un seul et même juge.

Par ailleurs, la connexité a des conséquences par exemple dans le domaine de la prescription.

Si un acte interruptif de prescription est réalisé dans le cadre d'une infraction, cet acte aura également un effet sur les infractions connexes.

Le législateur dans l'article 203 précise ce qu'il faut entendre par infraction connexes.

Aux termes de ce texte, les infractions connexes sont celles:

- qui ont été commises en même temps par plusieurs personnes réunies,
- celles qui ont été commises par différentes personnes, même en différent temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entre elles,
- celles où les coupables ont commis les uns pour ce procurer les moyens de commettre les autres pour en faciliter, pour en consommer l'exécution ou pour en assurer l'impunité,
- celles où les choses enlevées ou détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit ont été en toute ou partie recelées.

La question s'est posée de savoir si l'énumération contenue dans l'article 203 était énonciative (non limitée) ou limitative (limitée aux quatre cas énumérés).

La Cour de Cassation, de manière constante affirme que les dispositions de l'article 203 ne sont pas limitatives et s'étendent aux cas dans lesquels il existe entre les faits des rapports analogues à ceux que la loi a spécialement prévue.

Or, le raisonnement par analogie est prohibé en droit pénal mais, en revanche, ce raisonnement est parfaitement admis par la jurisprudence.

Avant la loi du 8 décembre 1897, lorsqu'une personne était interpellée par les services de police et de gendarmerie, cette personne était dans l'ignorance des motifs de son interpellation et elle était souvent conduite devant le juge d'instruction qui, lui aussi, n'indiquait pas les motifs de l'interpellation. La personne interpellée n'avait pas le droit à l'assistance d'un avocat, elle n'avait pas accès au dossier de la procédure.

Ce n'est que lorsqu'elle était renvoyée devant la juridiction pour être jugée, qu'elle avait droit à l'assistance d'un avocat et à l'accès à la procédure.

Ainsi, une personne pouvait être détenue préventivement pendant plusieurs mois ou années, dans la totale ignorance des charges pesant contre elle et sans pouvoir s'entretenir avec un avocat.

Aussi, la loi du 8 décembre 1897 dite « loi Constans » a provoqué une véritable révolution procédurale.

L'article 116 du CPP reprend pour l'essentiel les termes de la loi de 1897 (/).

Au terme de ce texte, la personne mise en examen bénéficie d'un certain nombre de droits et de garanties:

- La constatation de l'identité.

Le premier acte qu'impose la loi au juge d'instruction est de constater l'identité de la personne qui lui est déférée.

L'idée du législateur était, par le biais de cette formalité, d'éviter qu'une erreur se glisse quand à l'identité de la personne déférée.

On note d'emblée que le texte parle de constatation de l'identité, c'est à dire que le juge doit normalement se contenter de noter à cet égard les déclarations qui lui sont faites par la personne concernée.

Le premier type de difficultés rencontré tient au fait que de très nombreuses personnes interpellées ne donnent pas leur identité exacte.

Les services de police, avant de présenter l'individu au juge d'instruction, interrogent un fichier qui leur permet, à partir des empreintes dactyloscopiques de vérifier les antécédents de la personne concernée et de retrouver les différents « alias » sous lesquels elle est connue par les services de police. La deuxième difficulté tient au fait que certaines personnes observent le silence quand à leur identité. Plusieurs affaires célèbres ont mis en évidence les difficultés rencontrées par les juges d'instruction dans ce type d'hypothèses.

En effet, il n'est pas aisé de délivrer un mandat de dépôt à l'encontre d'une personne dont l'identité n'est pas déterminée.

Il est difficile d'obtenir un casier judiciaire. Il est difficile de procéder à une enquête de personnalité.

L'affaire la plus connue est celle de madame X dite « Dorotéa Schroeber ».

En l'espèce une personne avait été trouvée dans une propriété d'Annecy en train de grappiller quelques fruits et de dérober quelques aliments.

Cette personne n'a jamais donnée son identité.

On la condamnée sous le patronyme précédemment cité en pensant qu'il s'agissait d'une enfant née dans les camps nazis d'une mère déportée et dont les conséquences particulières de sa naissance faisaient qu'elle se trouvait dans une sorte de refus identitaire.

- Le juge d'instruction doit, aux temps de l'article 116, « faire expressément connaître à la personne mise en examen, en précisant leurs qualifications juridiques, chacun des faits dont il est saisi et pour lesquels la mise en examen est envisagée ».

Cette formalité est déterminante pour l'exercice effectif des droits de la défense. En effet, pour pouvoir s'expliquer utilement, encore faut-il connaître la nature des faits qui sont reprochés. Cette opération n'est pas facile.

Par exemple, il peut arriver, notamment dans les infractions utilisant la publicité, que le nombre de victimes soient considérables.

La Cour de Cassation a estimée que l'on avait pas à donner aux mis en examens, la liste de toutes les victimes.

De la même manière, la question s'est posée de savoir si le juge devait donner la qualification figurant au réquisitoire introductif ou la ou les qualifications que le juge d'instruction envisage quand à lui de retenir. C'est cette deuxième modalité qui a été retenue par la Cour de Cassation.

- Le juge d'instruction avise la personne de son droit de choisir un avocat ou de demander qui lui en soit désigné un d'office.

L'avocat choisis ou commis d'office en est informé par tous moyens et sans délais.

Si l'avocat choisi ne peut être contacté ou ne peut se déplacer, la personne est avisée de son droit de demander qui lui en soit désigné un d'office pour l'assister au cour de la première comparution.

Le juge averti ensuite la personne qu'elle a le choix: soit de se taire, soit de faire des déclarations, soit d'être interrogé.

Le choix ainsi donné à la personne mis en examen est fondamental.

En choisissant de se taire, la personne mise en examen se laisse le temps de prévoir avec son avocat, la meilleure tactique à adopter pour assurer sa défense.

Il n'en reste pas moins que le silence observé par le mis en examen lors de la première comparution, peut inciter le juge d'instruction à saisir le juge des libertés et de la détention pour voir incarcérer cette personne au moins jusqu'au jour où elle s'expliquera sur le fond de l'affaire.

La déclaration ne doit pas être confondu avec l'interrogatoire.

La déclaration est l'expression d'un monologue tenu par la personne mis en examen.

Concernant l'interrogatoire, le juge ne peut y procéder qu'avec l'accord de l'individu, mais cet accord ne peut être donné qu'en présence d'un avocat.

- En pratique il arrive cependant souvent que la mise en examen de la personne se passe dans les conditions prévues à l'article 80-2 du CPP, c'est à dire que la personne concernée est informée par lettre recommandée qu'elle est convoquée dans un délai compris entre 10 jours et deux mois pour procéder à son interrogatoire de 1^{ère} comparution.

Dans une telle hypothèse, la personne est avisée de son droit de faire appel à un avocat, d'avoir connaissance du dossier de la procédure, avant son interrogatoire de première comparution.

Très logiquement, dans une telle hypothèse, l'interrogatoire de première comparution permet au juge d'interroger directement la personne concernée.

Le juge d'instruction doit également informer lors de la première comparution, la personne d'un certain nombre de ses droits quand à la durée de la procédure et quand à la possibilité lorsque le dossier est clos de soulever des nullités de procédure ou de demander des actes complémentaires.

La deuxième grande innovation de la loi du 8 décembre 1897 porte sur la création d'un statut des

interrogatoires ultérieurs à la première comparution.

Dans le système initial, il était prévu que l'avocat devait être convoqué obligatoirement 48h à l'avance et que la procédure devait être mise à sa disposition 24h avant l'interrogatoire.

Ce système a fonctionné jusqu'à une période récente ou, par suite de certains conflits entre juges d'instruction et avocats, des magistrats convoquèrent des avocats pour un interrogatoire le lundi matin en adressant la lettre recommandée le samedi.

Le texte était privé de tout son sens dans la mesure où la lettre recommandée parvenait à l'avocat une fois l'interrogatoire terminé.

C'est la raison pour laquelle le système a été récemment modifié, l'avocat doit être convoqué 5 jours ouvrables avant l'interrogatoire, et la procédure doit être mise à sa disposition 4 jours ouvrables avant l'interrogatoire.

Lorsque la loi du 8 décembre 1897 a été promulguée, les avocats ont pensé qu'en application du principe de l'interprétation souple des lois de procédure, ce texte trouverait application non pas seulement en matière d'instruction mais également en matière d'enquêtes de flagrance et d'enquête préliminaire.

Or, quelques mois seulement après la parution de ce texte, la Cour de Cassation a décidé que les dispositions de la loi de 1897 ne concernaient que la phase de l'instruction.

B) L'autonomie de la procédure pénale par rapport à la procédure civile.

La Chambre Criminelle pose en principe depuis le début du 20ème siècle que la procédure civile est « le droit commun procédural », ce qui signifie en clair que les liens entre la procédure civile et la procédure pénale sont étroits. Il y a effectivement des notions de procédure civile qui sont fondamentales en procédure pénale. On pense par exemple à la catégorie juridique des « fins de non recevoir ».

1) Quels sont les points de convergence entre procédure civile et procédure pénale ?

D'abord, il arrive souvent que les magistrats siègent à la fois dans les affaires civiles et dans les affaires pénales.

Ensuite, au procès pénal, se trouve souvent adjoint un procès purement civil. Lorsque la victime vient demander la réparation de son préjudice, à l'auteur de l'infraction, le procès relatif aux dommages et intérêts est un procès de nature civile.

De même, les deux matières utilisent le même type d'actes. Par exemple, la citation et l'assignation sont deux actes de même nature. Les notifications de décisions sont également des actes de même nature, qu'elles soient utilisées par le juge pénal ou par le juge civil.

2) Comment s'organise le mariage de la procédure pénale et de la procédure civile ?

Pour qu'une règle de procédure civile puisse trouver application devant les juridictions pénales, il faut que les trois conditions suivantes soient remplies:

- il faut que le CPP soit silencieux en ce qui concerne la question posée.
- il faut que la règle édictée en procédure civile soit une règle de portée générale car le CPP est l'oeuvre du législateur alors que le CPC est l'oeuvre du pouvoir exécutif.

- il faut que la disposition de procédure pénale soit compatible avec la disposition de procédure civile.

Par exemple, en 1976, le CPC a prévu, dans un souci d'équité, qu'il serait possible d'allouer à une personne une certaine somme fixée par le juge pour compenser le préjudice causé par la procédure civile non prévue dans la liste officielle des dépens.

Ce texte a été considéré pendant longtemps comme un texte de portée générale et l'article 700 a donc été déclaré applicable dans les procédures pénales. Aujourd'hui, une loi du 4 janvier 1993 est venue confirmer cette pratique dans l'article (//) 475-1 du CPP. Aux termes de ce texte, « le tribunal condamne l'auteur de l'infraction à payer à la partie civile la somme qu'il détermine au titre des frais non payés par l'État et exposés par celle-ci... ».

Chapitre 1^{er} : **L'action publique.**

Si l'on s'en tient aux dispositions de l'article 1^{er} du CPP, l'action publique est l'action pour l'application des peines. Cette définition du Code n'est pas pleinement satisfaisante. L'action publique vise non seulement à l'application des peines mais également à l'application des mesures de sûretés.

Section 1) L'exercice de l'action publique.

§1) : Les sujets de l'action publique.

A) Les demandeurs à l'action publique.

Si l'on en croit toujours l'article 1^{er} du CPP, l'action publique est mise en mouvement et exercée par les magistrats ou par les fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi. Le texte ajoute que cette action peut aussi être mise en mouvement par la partie lésée. Ce texte appelle deux observations: il est tout d'abord incomplet. En dehors des magistrats, des fonctionnaires et des victimes, il existe des hypothèses particulières qui portent les demandeurs à 5 catégories. Ensuite, le Code distingue la mise en mouvement de l'action publique et l'exercice de l'action publique. La mise en mouvement est l'acte initial par lequel l'action publique peut être mise en mouvement. L'exercice est non seulement cet acte initial mais également tous les actes ultérieurs qu'il conviendra de réaliser pour permettre à l'action publique de prospérer.

1) Le ministère public.

On parle à propos du ministère public, également de parquet ou de magistrature debout. Le mot parquet est symbolique. Il veut démontrer l'égalité qui existe entre l'avocat de la défense, l'avocat de la victime et cet avocat de la société qu'est le ministère public. Ces trois avocats siègent à même le parquet de la salle d'audience alors que le tribunal appelé à statuer siège sur une estrade dominant le parquet de la salle d'audience. Le mot magistrature debout est à l'image de l'avocat du prévenu et de la victime, en effet, le magistrat, comme eux, se lève pour faire ses réquisitions à l'inverse des magistrats appelés à juger une affaire qui rendent leurs jugements assis.

i. Composition du ministère public.

Elle varie selon les juridictions concernées.

Pour le Tribunal de police : L'art 45 du CPP/ Pour le 5^{ème} classe : art 45 : **Article 45**

Le procureur de la République près le tribunal de grande instance occupe le siège du ministère public devant le tribunal de police pour les contraventions de la 5e classe. Il peut l'occuper également en toute matière devant le tribunal de police ou devant la juridiction de proximité, s'il le juge à propos, au lieu et place du commissaire de police qui exerce habituellement ces fonctions.

Pour Les 4^{ème} classe.

Article 46

En cas d'empêchement du commissaire de police, le procureur général désigne, pour une année entière, un ou plusieurs remplaçants qu'il choisit parmi les commissaires et les commandants ou capitaines de police en résidence dans le ressort du tribunal de grande instance. A titre exceptionnel et en cas de nécessité absolue pour la tenue de l'audience, le juge du tribunal d'instance peut appeler, pour exercer les fonctions du ministère public, le maire du lieu où siège la juridiction de proximité ou un de ses adjoints.

Rien n'empêche un magistrat du MP du TGI devenir siéger à la place du commandant capitaine de police ou maire.

Pour el TGI :

- ➔ Proc de la rep à la tête u MP
- ➔ assisté d'un ou plrs proc adjoint ou vice proc puis
- ➔ les premier susbsstitut.

Pour le TGI le terme « GENERAL » n'est JAMAIS employé.

Pour la CAPP :

- ➔ Tête : Proc général
- ➔ Un ou plrs avocat généraux
- ➔ Un ou plrs substitut généraux

Pour la Cour d'Assise :

Si la CAPP siège au chef lieu :

- ➔ Un quelconque des magistrats de la CAPP

SI pas de CAPP au chef lieu :

- ➔ Un qqc des magistrat du tribunal + possible délégué à un magistrat de la capp

Pour la CCASS :

- Procureur General (Mr Nadal)
- Plrs premier avocat généraux
- Plrs avocat généraux

ii. Condition du LP (ou caractère du MP)

Distinction de base : Certain caractère du MP découle de sa qualité de fonctionnaire alors que d'autre caractère du MP découle de ça qualité de simple parti au procès pénal.

Caractère découlant de sa qualité de fonctionnaire.

- La subordination hiérarchique en cascade du MP
Le législateur pr la loi du 9 mars 2004 est venu clairement rppeler le rôle du MP et le rôle du pouvoir politique à l'égard du MP. Cette loi est intégré dans l'rt 30 DE cpp :

ATTENTION IMPORTANT

Article 30

Le ministre de la justice conduit la politique d'action publique déterminée par le Gouvernement. Il veille à la cohérence de son application sur le territoire de la République.

A cette fin, il adresse aux magistrats du ministère public des instructions générales d'action publique.

Il peut dénoncer au procureur général les infractions à la loi pénale dont il a connaissance et lui enjoindre, par instructions écrites et versées au dossier de la procédure, d'engager ou de faire engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le ministre juge opportunes.

Les magistrats du MP sont subordonnés à leur chef hiérarchique. Cette subordination n'exerce en cascade : le ministre qui souhaite intervenir dans un dossier déterminer vas donner ses instruction au proc G dont dépend le proc de la république en charge de l'affaire. Ex : SI le ministre veut intervenir dans une affaire pendante à Toulon il pourra le cas échéant donner ses instruction au proc G d'aix en pr qui les transmet au proc de la république de toulon qui les transmet au substitut de son parquet plus spécialement en charge du dossier. Dans un souci d'équilibre émocratique le législateur à prévue que les instruction du ministre seront écrites et versées au dossier.

La question est de savoir si cette subordination est ou non effective dans les faits. L'autorité politique peut-elle interférer dans la politique pénale dans une affaire pénale et

sanctionner ou récompenser le magistrat du MP en charge du dossier.

Il existe une commission de discipline des parquets chargée de sanctionner les écart que pourrait commettre des magistrats du MP.

C'est la commission de discipline des parquets.

Elle est appelée à donner un avis transmis au ministre de la J sur le caractère fautif ou non des faits commis par un magistrat du MP étant précisé que les sanctions sont très diverses du blâme -> radiation.

Le ministre reste libre de suivre ou pas l'avis.

Le ministre doit saisir à nouveau la commission s'il ne suit pas l'avis, qui rend un nouvel avis mais c'est le ministre qui a le dernier mot dans la mesure où qq soit la proposition faite par la commission, il peut prendre la décision qu'il estime utile.

Un certain nombre d'affaire célèbre montre qu'il y a eu tjrs des lien proche entre le MP et le pouvoir politique. On peut citer l'affaire Guemann.

(déclaration faite par la magistrat lors d'une audience du tribu de police, déclaration politique sur un autre affaire=> nantérisé, tout ça avant les élections présidentielles (giscard mitterrant))

Différence avec les magistrats du siège étranger au monde la politique et ceux du parquet qui sont sous l'art 30 du CPP.

Les limite de la subordination hiérarchique :

1. Art 33 CPP :

Il [*ministère public*] est tenu [*obligation*] de prendre des réquisitions écrites conformes aux instructions qui lui sont données dans les conditions prévues aux articles 36, 37 et 44. Il développe librement les observations orales qu'il croit convenables au bien de la justice.

Lors d'une audience, un magistrat du MP, qui a reçu du proc G des instruction pour réclamer de la prison, peut dans des réquisitions écrites aller dans le sens souhaitées par le ministre mais le jour de l'audience il peut expliquer que ces réquisitions écrites ne sont que la traduction d'instructions du ministre et qu'il ne partage pas l'opinion du ministre en expliquant ses motifs.

« *La plume est serve, mais la parole est libre* »

2. *Le ministre ne peut pas se substituer aux magistrats du MP qui refuserai de poursuivre nonobstant les instructions ministérielles reçus.*

Le ministre ne peut pas faire interrompre des poursuites qui ont eu lieu en se substituant au magistrat du MP.

Ces limites ont aussi des propres limites.

➔ Le système plume serve/parole libre, aboutit parfois au sentiment que le MP est une girouette car un magistrat du MP peut réquérir la relax à une audience, l'obtenir, mais après coup de fils du ministre etc faire appel car instruction du ministre.

➔ Un magistrat du MP faisant preuve d'une indépendance trop manifeste, s'expose au risque d'une notation négative susceptible de nuire à sa carrière.

➤ *L'indivisibilité du MP.*

Quand une affaire est soumise au TC et que le TC est composé pr 3 magistrats, le prévenu a un droit acquis à être jugé d'un bout à l'autre par les magistrats qui ont assisté à l'audience.

Quand l'un des membres du TC vient à être « défaillant », il faut reprendre l'intégralité des débats car les magistrats du siège sont divisibles chacun à sa conviction et doit participer personnellement au délibéré.

La situation des magistrats du parquet est totalement différente.

Ils sont « interchangeables ». Quand une affaire va durer plusieurs semaines, le prévenu ne peut pas se plaindre si le siège du MP est occupé successivement par différents de ses membres.

La question s'est posée pour savoir si cette indivisibilité était de « personne » ou de « fonction ». , c'est une indivisibilité de fonction.

La sanction qui est prononcée à l'encontre de l'un des membres du parquet ne saurait rejaillir sur les autres membres du parquet.

Par ailleurs il arrive fréquemment qu'un magistrat du parquet puisse en cours de carrière choisir d'être magistrat du siège.

Si un magistrat du parquet siège en tant que magistrat du siège pour juger une affaire dont le parquet avait eu à connaître à l'époque où se magistrat était parquetier -> nul ?

La procédure est nulle que dans le cas où le juge du siège ancien parquetier a personnellement accompli un acte de poursuite dans le dossier qu'il est appelé à juger.

Caractère découlant de sa qualité de parti au procès pénal.

1. Le MP est Indépendant.

➔ Indép vis à vis des victimes. Le MP n'est pas tenu d'épouser la thèse soutenue par la victime. Quand la victime a mis en mouvement l'action publique le parquet en audience peut requérir la relax du prévenu en prenant le parti du prévenu contre la victime.

➔ Indép vis-à-vis des juridictions d'instruction : Ex : Quand un juge d'instruction découvre de nouveaux faits il peut solliciter du MP que celui-ci lui délivre un réquisitoire supplétif, mais le parquet n'est pas tenu de suivre les demandes du juge d'instruction, il peut soit ne pas donner suite à la demande soit demander au président du tribunal d'ouvrir une autre information en lui disant de désigner un autre juge d'instruction.

Il peut arriver rarement qu'une atmosphère tendue existe.

➔ Indép vis-à-vis des juridictions de jugement. Cette juridiction peut estimer que la procédure suivie sous le contrôle du parquet est critiquable et la juridiction de jugement peut annuler la procédure que lui a soumise le parquet.

Dans cette hyp le jugement se termine par la formule « renvoyons le MP à mieux se pourvoir ».

En aucun cas le jugement ne peut prévoir d'enjoindre au parquet de reprendre par ex la procédure annulée.

Principe de séparation des fonctions poursuite/jugement. Ou poursuite/instruction

2. Le MP est irrécusable

Caractère le distinguant des magistrats de jugement. Le cpp permet au parti de solliciter la récusation d'un juge.

Le CPP prévoit des cas de récusation notamment si ya un lien de parenté entre le juge et l'une des personne poursuivie.

Mais la CEDH a jugé que nos disposition procédure sur la récusation sont contraire à la ConvEDH car il est impossible d'énumérer de manière exhaustive les cas où l'impartialité serait susceptible d'être mise en défaut.

Le CPP art 297 :

L'accusé ou son avocat d'abord, le ministère public ensuite, récusent tels jurés qu'ils jugent à propos, à mesure que leurs noms sortent de l'urne, sauf la limitation exprimée à l'article 298.

L'accusé, son avocat, ni le ministère public ne peuvent exposer leur motifs de récusation.

Le jury de jugement est formé à l'instant où sont sortis de l'urne les noms de neuf ou douze jurés non récusés, selon les distinctions prévues par le premier alinéa de l'article 296, et les noms des jurés supplémentaires prévus par l'article 296.

On ne récusé pas son adversaire. Or le MP c'est l'avocat de la société.

3. Le MP est irresponsable.

Quand le MP succombe dans les poursuites on ne peut mettre les dépend à la charge du magistrat.

2) Les fonctionnaires de certaines administrations.

Dans l'art 1 cpp → L'action publique pour l'application des peines est mise en mouvement et exercée par les magistrats ou par les fonctionnaires auxquelles elle est confiée par la loi.

Eu égard à la spécificité d'un certain nombre de domaines (eau et forêt, tv, ferroviaire, transport urbain, etc) le législateur a prévu que ces fonctionnaires spécialisés pourraient pour certaines infractions poursuivre remplacer le MP traditionnel et pour d'autres essentiellement quand ils sont passibles de prison, exercer l'action publique en même temps que le MP.

Bien que l'appellation soit critiquable on donne le nom « d'action fiscale » alors que cette action n'a rien à voir avec le fisc.

3) La victime. (important pour l'examen)

?La victime peut-elle se substituer aux autorités publiques pour mettre en mouvement ou même exercer l'action publique (AP). La plupart des pays optent pour l'exercice de l'AP uniquement par les autorités publiques pour éviter un glissement vers la justice privée.

La France est un des rares pays à avoir admis la coexistence du pouvoir de l'autorité publique et de celui de la victime avec une réforme intervenue avec la loi du 5 mars 2007.

La victime peut mettre en mouvement l'AP de 2 manières :

→ La victime quand elle a subi une contravention ou délit peut citer de sa propre initiative et directement l'auteur des faits délictueux devant la juridiction de jugement.

Les faits sont aisé à démontrer pour la victime, l'avantage pour la victime c'est de vaincre l'éventuelle inertie du MP ou de parvenir par ce moyen à obtenir plus rapidement la sanction pénale de l'auteur. Il est fréquent qu'une femme victime d'abandon de famille et qui peut facilement établir

que le débiteur de la pension ne s'est pas acquitté de cette dernière depuis 2 mois ==> La victime préfère saisir directement la juridiction correctionnel pour obtenir la condamnation plus rapidement.

➔ La plainte avec constitution de partie civile (!!! ne pas confondre avec la plainte simple adressée au parquet ou à un service de police/gendarmerie !!!)

Elle consiste à déposer une plainte auprès du doyen des juges d'instructions afin d'obtenir l'ouverture d'une information par un juge d'instruction.

Cette plainte est obligatoire pour la victime si le fait reproché à un tiers est un crime.

Elle est facultative pour les délits.

!!!!!! Devant la multiplication de ces plaintes + encombrement, le législateur a prévu avec la loi n° 291 du 5 mars 2007 (al2 de l'art 85 CPP)

Article 85

Toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit peut en portant plainte se constituer partie civile devant le juge d'instruction compétent en application des dispositions des articles 52, 52-1 et 706-42.

Toutefois, la plainte avec constitution de partie civile n'est recevable qu'à condition que la personne justifie soit que le procureur de la République lui a fait connaître, à la suite d'une plainte déposée devant lui ou un service de police judiciaire, qu'il n'engagera pas lui-même des poursuites, soit qu'un délai de trois mois s'est écoulé depuis qu'elle a déposé plainte devant ce magistrat, contre récépissé ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou depuis qu'elle a adressé, selon les mêmes modalités, copie à ce magistrat de sa plainte déposée devant un service de police judiciaire.

Cette condition de recevabilité n'est pas requise s'il s'agit d'un crime ou s'il s'agit d'un délit prévu par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ou par les articles ***** du code électoral.

La prescription de l'action publique est suspendue, au profit de la victime, du dépôt de la plainte jusqu'à la réponse du procureur de la République ou, au plus tard, une fois écoulé le délai de trois mois.

? Qu'es qu'il advient pendant ce délai de 3 mois au regard des règles de la prescription. ?

La loi de 2007 a décidé que dans ce cas la prescription est suspendue.

4) Les juridictions de jugement

Pendant une audience ==> ça arrive qu'il y ait une infraction (contrav délit ou même crime)

Norm ➔ séparation du jugement et instruction et aussi porte tteint à l'impartialité vue que le juge peut se saisir de l'affaire d'office.

Art 675 et suivant :

Article 675

Sous réserve des dispositions des articles 342 et 457, les infractions commises à l'audience sont jugées, d'office ou sur les réquisitions du ministère public, suivant les dispositions ci-après, nonobstant toutes règles spéciales de compétence ou de procédure.

Article 676

S'il se commet une contravention de police pendant la durée de l'audience, le tribunal ou la cour dresse procès-verbal du fait, entend le prévenu, les témoins, le ministère public, et, éventuellement, le défenseur, et applique sans désemparer les peines portées par la loi.

Article 677

Si le fait commis pendant la durée de l'audience d'un tribunal correctionnel ou d'une cour est un délit, il peut être procédé comme il est dit à l'article précédent. Dans ce cas, si la peine prononcée est supérieure à un mois d'emprisonnement, un mandat de dépôt peut être décerné.

Si le fait, qualifié délit, a été commis à l'audience d'un tribunal de police ou d'une juridiction de proximité, le président en dresse procès-verbal, qu'il transmet au procureur de la République ; il peut, si la peine encourue est supérieure à six mois d'emprisonnement, ordonner l'arrestation de l'auteur, et sa conduite immédiate devant le procureur de la République.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, lorsqu'il a été commis pendant la durée d'une audience d'une juridiction de proximité, d'un tribunal de police, d'un tribunal correctionnel ou d'une cour le délit d'outrage prévu par l'article 434-24 du code pénal, le président en dresse procès-verbal qu'il transmet au procureur de la République.

→ Les magistrats ayant participé à l'audience lors de la commission du délit ne peuvent composer la juridiction saisie des poursuites.

Article 678

Si le fait commis est un crime, la cour, le tribunal de police, le tribunal correctionnel ou la juridiction de proximité après avoir fait arrêter l'auteur, l'interroge et dresse procès-verbal des faits ; cette juridiction transmet les pièces et ordonne la conduite immédiate de l'auteur devant le procureur de la République compétent qui requiert l'ouverture d'une information.

5) La chambre de l'instruction

Ancienne chambre d'accusation, elle a des activités diverses et complexes.

C'est une juridiction qui se situe au niveau de la CAPP, composée de 3 magistrats de la CAPP et dont l'un des rôles essentiels est de statuer en appel sur les décisions rendues par le juge d'instruction.

2 exemples :

→ Le Juge d'instruction (JI) peut être saisi par l'avocat d'une mise en examen ou par l'avocat de la partie civile d'une demande d'acte. Il peut soit accepter la demande, la décision rendue par le JI est appellable devant la chambre de l'instruction.

→ Le JI une fois l'examen du dossier fini doit prendre une décision sur la suite qui l'estime devoir donner à l'affaire. Soit le JI décide de renvoyer l'auteur des faits devant le tribunal, soit le JI décide de rendre une ordonnance de non lieu. Il estime qu'il n'y a pas de charges suffisantes pour renvoyer l'affaire devant le tribunal.

La décision de refuser ou d'admettre un acte peut être frappée d'appel devant la chambre de l'I.

Normalement, en application du principe de la séparation des fonctions, la chambre de l'I fonctionne comme une chambre de jugement et ne doit pas se mêler de la fonction de poursuite (action publique).

Le législateur a fait une entorse fondamentale à ce principe dans les art 202 et 204 du CPP :

Article 202

Elle peut, d'office ou sur réquisitions du procureur général, ordonner qu'il soit informé à l'égard des personnes mises en examen ou prévenues renvoyées devant elle sur tous les chefs de crimes, de délits, de contraventions, principaux ou connexes, résultant du dossier de la procédure, qui n'auraient pas été visés par l'ordonnance du juge d'instruction ou qui auraient été distraits par une ordonnance comportant non-lieu partiel, disjonction ou renvoi devant la juridiction correctionnelle ou de police.

Elle peut statuer sans ordonner une nouvelle information si les chefs de poursuite visés à l'alinéa précédent ont été compris dans les faits pour lesquels la personne a été mise en examen par le juge d'instruction.

Ex ; le JI n'a retenu qu'un délit de vol or il résulte qu'il y a eu aussi coups et blessures → La chambre de l'I ordonnera de mettre en examen les personnes concernées pour coups et blessures volontaires.

Article 204

La chambre de l'instruction peut également, quant aux infractions résultant du dossier de la procédure, ordonner que soient mises en examen, dans les conditions prévues à l'article 205, des personnes qui n'ont pas été renvoyées devant elle, à moins qu'elles n'aient fait l'objet d'une ordonnance de non-lieu devenue définitive.

Cette décision ne pourra pas faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

B. Les défendeurs à l'action publique.

Le défendeur « naturel » c'est bien sûr le prévenu (devant le T de police et TC) ou accusé pour les assises.

Mais ce dernier n'est pas toujours seul à défendre et contester l'AP (action publique).

D'autres personnes peuvent –elles se présenter à l'audience en revendiquant le fait qu'ils étaient l'auteur de l'infraction ou le complice, voir même qu'ils soutenaient que le prévenu n'était pas coupable et que c'était eux qu'ils l'étaient.

La CCASS a mis un coup d'arrêt à ce genre de pratique en décidant que seule la personne poursuivie devait comparaître devant le tribunal.

Par ailleurs du fait que l'action civile est souvent jointe à l'AP ceux qui sont susceptibles de voir leur responsabilité engagée comme les assureurs et l'auteur d'un accident mortel, se sont vu reconnaître par la loi le droit d'être présent au débat pénal et donc de contester la responsabilité pénale de la personne qu'ils assurent.

Ils se sont même vu reconnaître le droit de faire appel de la décision pour précisément contester l'AP.

La même situation existe à propos du civilement responsable.

Ex : L'employé d'une entreprise qui a commis un homicide involontaire dans le cadre de son boulot. Enfin dans un domaine comme le proxénétisme, le législateur a dû prévoir que le MP qui envisager la fermeture de l'établissement.....le proprio devait être convoqué à l'audience pour faire valoir ses arguments...

Article 706-37

Le ministère public fait connaître au propriétaire de l'immeuble, au bailleur et au propriétaire du fonds où est exploité un établissement dans lequel sont constatés les faits visés au 2° de l'article 225-10 du code pénal et fait mentionner au registre du commerce et aux registres sur lesquels sont inscrites les sûretés l'engagement des poursuites et la décision intervenue. Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

§2 : Le mode d'exercice de l'action publique

A. L'avertissement

C'est un mode de convocation très peu utilisé. Il est dépourvu de formes car le proc de l'éprouve peut faire convoquer en vue d'une audience une personne en chargeant un fonctionnaire de police de délivrer un avertissement en vue de la comparution.

2 hyp :

Détenue : Le président du tribunal devra lui demander si elle accepte de comparaître en l'état de l'avertissement, si elle refuse cette personne détenue devra être re- convoquée valablement ultérieurement .

Non détenue ; Peut comparaître valablement par le biais de l'avertissement.

B. La citation directe.

➔ En droit commun :

Elle est faite par exploit d'huissier.

La citation peut être délivrée à la requête du ministère public, de la victime ou des administrations habilitées.

Sur la forme, la citation est simple. Elle indique d'abord le nom de la personne qui la fait délivrer « à la requête du MP auprès du TGI d'Aix en pr » ou « à la requête de Mr x » la citation énonce le fait poursuivi et vise le texte de loi qui le réprime « pour avoir à Aix le ***** soustrait frauduleusement un **** » elle indique le tribunal saisi, le lieu l'heure la date d'audience et la qualité de prévenu : « le prévenu est invité à comparaître le ***** à **h par devant le TC d'Aix en pr siégeant ***** en la salle etc »

Quel est le délai pour délivrer cette citation :

Article 552

Le délai entre le jour où la citation est délivrée et le jour fixé pour la comparution devant le tribunal correctionnel ou de police est d'au moins dix jours, si la partie citée réside dans un département de la France métropolitaine ou si, résidant dans un département d'outre-mer, elle est citée devant un tribunal de ce département.

Ce délai est augmenté d'un mois si la partie citée devant le tribunal d'un département d'outre-mer réside dans un autre département d'outre-mer, dans un territoire d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon ou Mayotte ou en France métropolitaine, ou si, cité devant un tribunal d'un département de la France métropolitaine, elle réside dans un département ou territoire d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon ou Mayotte.

Si la partie citée réside à l'étranger, ce délai est augmenté de deux mois.

Soit le prévenu se présente et le renvoi est de droit.

Si le prévenu ne se présente pas on peut pas juger car pas les 10j.

Comment est délivrée la citation ?

Principe G applicable : L'huissier doit faire tte les diligences possibles.

Citation à domicile.

1^{ère} Hyp : La personne visée par l'exploit est présente à son domicile et reçoit l'acte. (citation à personne)

2^{ème} hyp : Si la personne est absente, la copie est remise à un parents etc. L'huissier indique le nom de la personne qui a reçu l'acte et adresse une lettre recommandée avec AR à la personne visée par l'exploit dans laquelle il avise la remise de l'acte à l'autre personne.

3^{ème} hyp : Si l'huissier ne trouve personne, mais que le domicile est le bon, il doit mentionner les vérifications pour le domicile, dans cette hypothèse il délivre l'acte en main et adresse une lettre AR avisant la personne qu'il a laissé l'acte à la main. → On parle de citation à main.

4^{ème} hyp : L'huissier constate que l'adresse est fautive, il essaie de rechercher la bonne adresse si il y arrive pas, il délivre la citation à parquet afin que le proc de la rep qui recherchera la véritable adresse de l'intéressé. → Citation à parquet.

La CEDH est particulièrement vigilante sur la validité de la citation.

L'art 6 de la CEDH.

La France fut condamnée (personne sous tutelle convoqué à une audience pénale)

Le jugement devient irrévocable 10j après son prononcé en pénal

1 moi après la signification pour le civil.

→ Les citations dérogatoires au droit commun

Il existe des textes dérogatoire prévoyant des règles très précise à peine de nullité de la citation. En matière de diffamation, la loi de 1881 précise que le délai de délivrance de la citation doit être augmenté d'un jour par « myriamètre » de distance séparant le lieu de la personne et celui du tribunal.

C. Le réquisitoire introductif

Ou appeler réquisitoire au fin d'informer, émane de l'un des magistrat du parquet pr lequel celui-ci sollicite auprès du Prdt du TGI l'ouverture d'une information cad la désignation d'un juge d'instruction.

Le code n'impose pas cet acte de forme particulière il est donc informel.

Il s'agit d'une demande au visés d'un certains nbrs de pièces jointent t au réquisitoire d'ouvrir une instruction sur des faits déterminé dans le temps et l'espace auquel le proc de la rep donne une qualification pénale.

Ex : Ouvrir un information pour des faits de vols à tel endroit au préjudice de X , fait prévue et punis par l'art **

Le réquisitoire peut être délivré soit contre X soit contre personne dénommée avec la formule « et toute autre personne que l'instruction déterminera.

On dit que le réquisitoire introductif saisi le JI in rem cad des faits précis qu'il détermine. En revanche sur la base de cette saisine, le JI peut mettre en examen toute personne qu'il juge utile. Dans l'hyp où le JI exèderai ça saisine quand aux faits, tout les actes de procédure → nul et d'ordre publique. (pas nécessaire de rapporter la preuve d'un grief car elle touche à une non compétence dans la répartition des pouvoirs entre le JI et proc de la rep.

Ex : La CCASS qui considère comme nul le fait que un JI aixois qui a mis en examen des personnes , ces dernière torturées en garde à vue, il avait donc mis aussi en exam les policiers sans solliciter de réquisitoire supplétif.

Quand un JI à l'ocaz d'une information découvre des faits dont il n'est pas saisi par le réquisitoire introductif il eut demander une extension de ça saisine en rendant une ordonnance de soit- communiqué adressé au proc de la rep aux fins d'obtenir des réquisitions supplémentaires.

Le proc de la rep n'est pas tenu de répondre favorablement à la demande du JI , il peut soit ne rien répondre au JI soit demander l'ouverture d'une nouvelle information et la désignation d'un JI pour instruire sur les nouveaux faits découverts.

Le réquisitoire introductif se contente de demander l'ouverture d'une information et la désignation d'un JI.

Avant c'était le ministère public qui choisissait le JI.

Abandonné car elle porte atteinte au principe de la séparation des fonctions de poursuite et d'instruction.

Maintenant une fois le réquisitoire introductif délivré le prdt du tribunal choisit le JI le plus souvent à partir d'un tableau de roulement établi chaque année dans le tribunal.

Certain affirme que ce système du tableau de roulement permet en réalité au parquet dans bien des cas de choisir « son » JI.

En effet

→ Soit le parquet choisi la date à laquelle il entent procéder aux interpellations

→ Soit le parquet joue sur la durée de la garde à vue pour choisir son juge

D. **La comparution immédiate et la convocation par procès verbal. (art 393 et suivant CPP)**

Le code d'instruction criminel de 1810 n'avait prévu que le système de la citation directe ou de l'accusation en cours d'assise pour être jugé système suffisant jusqu'au milieu du 19^{ème} s où du fait de l'accroissement de la répression dû à une augmentation de la criminalité et aggravation, cela a rendu nécessaire la création d'une nouvelle méthode de saisine des juridiction.

Une loi de 1863 a créée la Procédure de Flagrant-délit.

Flag → jugé tout de suite réservé pour les affaires correctionnelles.

La loi de 1863 prévoyait que si le jour où la personne était déférée devant le proc il n'y avait pas d'audience correctionnelle au tribunal, le proc pouvait délivrer mandat de dépôt jusqu'à la prochaine audience.

Ce système fonctionna sans difficulté pendant 100 ans jusqu'en 1960 avec des critiques :

→ On souligne que la procédure porte atteinte au principe de la séparation des fonctions ;

Le parquet pouvait délivrer un titre de détention

→ Cette mise en détention se faisait sans avocat. = problème de défense.

Une première réforme arriva en 75 et permis au avocat d'être convoqué devant le proc pour contester la délivrance du mandat de dépôt.

Immédiatement après ce procédé donna lieu à une polémique récupérée par les politiques.

Pour l'élection présidentielle de 81 (qq moi avant) Perfit fit voter la loi (attention !!!!!!!!!!!!!!!) du 2 février 1981 Loi Sécurité et liberté

La loi à étendu le champs d'application, elle a prévu que la personne serait présenté non plus devant le proc mais devant le pdrt du tribunal pour être maintenue en détention avant ça comparution devant le tribunal et on donne au parquet la possibilité d'éviter la saisine directe en procédant par le biais de la procédure dite du rendez vous judiciaire.

On convoque l'auteur des fait à une audience rapproché du tribunal tout en le laissant en liberté.

La loi du 2 février 1981 = enjeu de la campagne. (ça suppression fut promis par Mitterrand)

Après l'élection du PR certain journaux vont entamer une croisade contre cette loi (le Monde et Libé)

Le PR avait des difficulté car Badinter et le ministre de l'intérieur avaient un sentiment opposée sur la loi.

Finalement la loi fut abrogée et remplacée par la loi du 10 juin 1983 (art 393 et suiv) en changeant les appellation :

Le RDV judiciaire → **Convocation par procès verbale**

L'ex flagrant-délit (saisine directe) → **Procédure de comparution immédiate ;**

Article 397-6

Les dispositions des articles 393 à 397-5 [*champ d'application*] ne sont applicables ni aux mineurs, ni en matière de délits de presse, de délits politiques ou d'infractions dont la procédure de poursuite est prévue par une loi spéciale.

L'ordonnance de 45 mineurs *****

La jps a interprété strictement la notion d'infraction dont la poursuite est prévue par une loi

spéciale.

Elle considère que les procédures de personnes étrangère en situation irrég, ne rentre pas dans cette catégorie, une partie des comparution immédiate= situation irrég

Les procédures citées ne sont applicable qu'en matière correctionnelle étant précisé que aujourd'hui la peine peut aller jusqu'à 10 ans de taule.

Le choix du procureur de la république n'est pas neutre, il ne fait pas de doute que la personne qui comparait par convocation par procès verbal a moins de chance d'avoir une peine ferme que la personne qui comparait détenue.

La procédure est identique au départ pour les 2 hypothèses envisagées.

Au terme de l'art 393 .

Article 393

En matière correctionnelle, après avoir constaté l'identité de la personne qui lui est déférée, lui avoir fait connaître les faits qui lui sont reprochés et avoir recueilli ses déclarations si elle en fait la demande, le procureur de la République peut, s'il estime qu'une information n'est pas nécessaire, procéder comme il est dit aux articles 394 à 396. Le procureur de la République informe alors la personne déférée devant lui qu'elle a le droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office.

L'avocat choisi ou, dans le cas d'une demande de commission d'office, le bâtonnier de l'Ordre des avocats, en est avisé sans délai.

L'avocat peut consulter sur-le-champ le dossier et communiquer librement avec le prévenu.

➔ Mention de ces formalités est faite au procès-verbal à peine de nullité de la procédure.

(Le proc a le choix entre comparaison immédiate ou pas.)

2. La convocation par procès verbal.

Le procureur de la République peut inviter la personne déférée à comparaître devant le tribunal dans un délai qui ne peut être inférieur à dix jours, sauf renonciation expresse de l'intéressé en présence de son avocat, ni supérieur à deux mois.

Le proc notifie à la personne les faits reprochés, les qualif juridiques et la date de convocation devant le tribunal et lui remet une copie d'un PV où toutes ses mentions figure, remise qui vaut convocation.

Le procureur peut estimer qu'il est nécessaire de soumettre la personne déféré à une ou plusieurs des obligations du contrôle judiciaire jusqu'à sa comparution devant le tribunal.

Ex : interdiction de faire telle ou telle chose.

Le proc envoie le prévenu devant le JLD pour être placé sous contrôle judiciaire.

Le JLD écoute les réquisition du proc , écoute la personne concerné et son avocat et prend la décision de donner ou non suite .

3. La comparution immédiate.

Cas où on peut recourir à la comparution immédiate. (ATTENTION A L'EXAM)

Article 395

Si le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi est au moins égal à deux ans, le procureur de la République, lorsqu'il lui apparaît que les charges réunies sont suffisantes et que l'affaire est en l'état d'être jugée, peut, s'il estime que les éléments de l'espèce justifient une comparution immédiate, traduire le prévenu sur-le-champ devant le tribunal.

En cas de délit flagrant, si le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi est au moins égal à six mois, le procureur de la République, s'il estime que les éléments de l'espèce justifient une comparution immédiate, peut traduire le prévenu sur-le-champ devant le tribunal.

Deux hypothèses :

- Le jour du défèrement ya une audience au tribunal, la personne est conduite sous escort au tribunal pour y être immédiatement jugée.
- La personne est interpellé 3 jours avant l'audience, le proc peut faire placer la personne en détention provision (short choc). Le JLD peut soit faire satisfaire la demande, soit il estime qu'il n'y a pas lieu de mise en détention, donc, le proc de retourne vers la convoc par procès verbal et éventuellement un contrôle judiciaire.

L'audience :

Le prdt du tribunal doit demander à la personne si elle consent d'être jugée immédiatement ou si elle sollicite un délai pour préparer ça défense.

Si la peine est inférieur à 7 ans le délai de renvoi est compris entre 2 et 6 semaines, quand la peine est supérieur à 7 ans le délai est compris entre 2 mois et 4 mois.

Cependant le tribunal statue immédiatement sur le maintient ou non de la personne en détention.

(96% des cas)

Dans quelque cas le tribunal décide d'élargir le prévenu (le libérer) mais le plus souvent sous contrôle judiciaire.

Procédure accéléré est prévue devant la CAPP.

Il arrive que le choix du proc est mauvais il peut décider d'office de renvoyant l'audience ultérieurement.

Section 2 : L'extinction de l'action publique (AP)

Si l'on s'en tient aux dispositions de CPP, l'AP s'éteint par la mort du prévenue, par la prescription, par l'amnistie, par l'abrogation de la loi pénale, par la chose jugée, par la transaction, par l'exécution de la composition pénale ou le retrait de la plainte

§1 : Les évènements naturels à l'origine l'extinction de l'AP

I. La prescription

Les motifs avancés pour la justifié sont diverse :

→ L'expression de la loi de l'oublie.

→ Les criminologue estiment que pendant la durée du laps de temps avant la prescription les délinquant aurai tendance à ne pas commettre d'infraction.

→ Les criminologue ont soutenue que les affres et les tourments dans lesquels vie les délinquant sont tel que cela vaudrait à une peine.....mwai

→ Les risques d'erreurs judiciaires augmentent avec le temps.

→ Certain considère que la prescription à pu intervenir que parce que la victime n'a pas chercher à interrompre la prescription.

La prescription n'est pas admise dans tout le pays, et dans de nombreux pays elle est écarté pour les infraction les plus graves.

A. Le délai de prescription.

Il faut se garde de confondre le délai de prescription de l'action publique (temps pour poursuivre la personne) et la prescriptions des peines.

AP :

- Crime : 10ans
- Délit : 3 ans
- Contravention 3 mois

Peine

20 ans, 5ans 3 ans.

Il existe tout à la fois des prescriptions plus courtes (3 mois pour la diffamation au lieu de 3 ans)
6 mois en matière électorale, de chasse et pêche

Plus long : Code de justice militaire : La désertion ne commence à courir qu'à compter de l'âge de 50 ans.

Il y a des infractions imprescriptibles : crimes contre l'humanité.

B. Comment déterminer le point de départ du délai de la prescription.

Ça part du jour de la commission ou du lendemain ?

Elle part du lendemain !

La jurisprudence n'a pas donné une réponse unique pour le calcul du délai de prescription.

Elle a procédé à une distinction entre infractions instantanées, continues et d'habitudes.

→ Les infractions instantanées.

Il en est de même du délit de blessures involontaires.

Exception du principe pour les infractions instantanées : Normalement elle se prescrit le lendemain du jour où l'acte délictueux a été réalisé.

Il arrive que le préjudice ne se réalise dans sa globalité que plusieurs années plus tard

Un cycliste renversé par un VTM, peut n'avoir que des blessures légères.

La jurisprudence montre que quelque fois, après un banal accident de bicyclette, une personne décède de rupture d'anévrisme causé par l'accident.

La jurisprudence estime que bien qu'il s'agisse d'une infraction instantanée, ce n'est que lorsque le préjudice est totalement réalisé que la prescription commencera à courir.

→ Les infractions continues.

Ex le recel est dit continue car l'infraction se poursuit.

La prescription commence à courir qu'à partir du jour où l'infraction a cessé.

→ Les infractions d'habitudes.

N'est constitué qu'à partir du moment où on a commis un 2^{ème} acte délictueux.

La prescription ne commence à courir qu'à partir du dernier acte constitutif de l'habitude.

La jurisprudence et le législateur ont retardé le point de départ du délai de prescription.

En matière d'escroquerie, infraction instantanée, la prescription de commence pas le lendemain du jour de l'infraction mais le jour où on a perçu la dernière somme provenant de l'escroquerie. (car des fausses veuves de guerre.

Sur les abus de confiance → prescription comment quand la victime avait les moyens de prendre connaissance de l'infraction commise.

Le cas de l'abus de bien sociaux, pour lequel le même système que celui de l'abus de confiance fut retenue avec, une formule différente de la part de la C.CASS, car elle vise non seulement les manœuvres qui on put retarder la prise de conscience par l'auteur de l'infraction mais elle ajoute : « prise de conscience de l'infraction dans des conditions permettant l'exercice de l'action publique. Difficulté quand les comptes sociaux furent approuvés en assemblée générale.

Un projet de loi est en cours d'adoption afin de simplifier le système de la prescription en matière économique et financier.

Le législateur va dans le même sens que la jurisprudence, il décide que le délit d'usure ne commence à courir qu'à compter de la dernière perception par le prêteur d'une somme soit en capital, soit en intérêt.

C. L'interruption et la suspension de prescription.

1. L'interruption de prescription.

→ Fait repartir le délai de prescription à 00/ (à confirmer)

2 séries d'actes sont interruptibles de prescription :

- Les actes de poursuites
- Les actes d'instruction.

La délivrance d'un réquisitoire introductif, supplétif, la délivrance d'une citation, sont des actes interruptibles de prescription.

Le renvoi d'une affaire à l'audience est-elle interruptible de prescription ?

La CCASS distingue : Le renvoi par simple mention au dossier de la procédure n'est pas interruptible de prescription.

Le renvoi réalisé par jugement est interruptible de prescription.

Chaque fois qu'une infraction poursuivie est soumise à une courte prescription les avocats demandent au président du tribunal de renvoyer l'affaire par jugement.

Les actes d'instruction le sont aussi :

→ L'interrogatoire du mis en examen, c'est le cas de la commission rogatoire délivrée par le JI, la prestation de serment de l'expert...

La suspension de prescription signifie que le délai qui s'est écoulé jusqu'à ce que survienne la cause de suspension est prise en compte dans le calcul total effectué.

En matière de fraude fiscale, les poursuites de l'administration fiscale ne peuvent prospérer que si elle a sollicité l'avis de la commission des infractions fiscales : La CIF.

Cette CIF a un délai de 6 mois pour donner son avis sur l'opportunité de poursuivre ou non le contribuable.

Tout le temps que durera la saisine de la CIF, ne sera pas décompté dans le délai de prescription.

2. L'amnistie.

Mesure prise à l'initiative généralement du R et voté apr le parlement, ont dit en G que son but est de désengorger les prisons il n'y a pas véritablement de régime général de l'amnistie hormis les quelques articles figurant dans le CP.

Il ya autant de type d'amnistie que de loi d'amnistie.

Certaine amnistie sont conditionnelle il faut avoir fait qqch de prescrit par la loi pour bénéficier de la loi d'amnistie.

Ex : Avoir payer l'amende, ou avoir indemniser la partie civile.

A l'inverse, d'autre amnistie sont automatiques, certaine concerne l'ensemble de la population d'autre sont ciblée, certaine sont G d'autre sont spéciale que sur certain infractions.

L'amnistie à pu viser des crimes de sang. Le PR actuel y est opposé.

3. L'abrogation de la loi pénale.

➔ Extinction de l'action publique mais laisse subsister l'action civil (exercer devnt la juridicton civil)

4. Le Décès du délinquant ;

Il ne permet plus de poursuivre une instance pénale contre lui.

Si la juridiction pénale à tranché de manière définitive la question de l'AP tout en rendant un sursis à statuer sur l'action civile on peut poursuivre l'instance civile à l'encontre des héritiers de l'auteur.

5. La chose jugée.

➔ Non bis indem . On ne eput pas rejuger 2 fois une personne pour els même faits.

MAIS, la chambre crim à admis que quand une affaire fut jugé une première foi sous la qualif d'homicide involontaire, à une époque où les investigations avait pu laisser penser qu'on était en présence d'une affaire correctionnelle, la C.CASS a admis que l'on puisse reprendre les poursuites si des investigations ultérieurs montraient que ces faits avaient une qualification criminelle.

§2 Les manifestations de volonté entraînant l'extinction de l'AP.

C'est un principe général qu'on ne transige pas sur l'AP, mais ce principe a subis de nbrse exceptions :

Ex : Pour els stup, si le délinquant accepte de suivre un traitement le parquet peut décider de mettre un terme à l'AP.

De la même manière, l'automobiliste qui achète un timbre amende pour payer une contravention fait ni plus ni moins qu'une transaction sur l'AP.

Dans un certains nb de matière (environnement chasse pêche douane) le législateur a admis la possibilité de transaction.

Il ya composition pénale qui permet moyennant une certaine somme d'échapper aux poursuites et

plus exceptionnellement il y a quelque cas où le retrait de l plainte par la victime met fin aux poursuites.

Chapitre 2 : LES ENQUETES

Avant il n'existait que 2 méthode d'investigations : L'enquête de flagrance,(police ou gendarmerie) et l'instruction mené par le JI.

Très rapidement on a créé au côté de l'enquête de flagrance, l'enquête préliminaire qui est aussi une enquête préliminaire.

L'enquête de flagrance est plus coercitive que l'enquête préliminaire.

Aujourd'hui le panel est beaucoup plus large.

- L'enquête de flagrance
- L'enquête préliminaire
- L'enquête dite « en matière de criminalité organisé »
- -----de terrorisme.

Section 1 : L'enquête de flagrance.

§1 : Champs d'application/

A. Quelles sont les infractions susceptibles de donner lieu à une enquête de flagrance.

L'art 53 CPP énumère les hypothèses de flagrance, aujourd'hui à 3 :

1. Est qualifié crime ou délit flagrant celui qui se commet actuellement (cas où l'on assiste en direct à l'infraction).
2. Est qualifié de crime ou délit flag celui qui vient de se commettre. (il faut partir de l'évolution dans le temps du 3^{ème} cas de flagrance).
3. Il y a aussi crime ou délit flag quand dans un temps **très voisin** de l'action la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique ou est trouvée en possession d'objet, ou présente des traces ou indices laissant penser qu'elle a participé au crime.

L'ancien code d'instruction criminelle qui précède (1810) mentionnait seulement dans un temps voisin sans le « très ».

Ors la jurisprudence qui s'était formée était très restrictive. La flagrance ne concernait que les minutes ou quelques heures suivant l'infraction.

L'adjonction du « très » en 1958 montre que la volonté du législateur était de rendre encore plus restrictif les exigences relatives au moment où l'infraction a été commise.

Now c'est que les quelques minutes ou quelques heures après les infractions.

La clameur publique c'est l'expression de l'indignation causée dans le public par la commission de l'infraction.

Pour les traces ou indices relevés sur une personne, il faut que les traces soient apparentes !

La C.CASS a refusé de qualifier de flagrance une enquête où le policier avait dû fouiller les auteurs de faits délictueux pour parvenir à mettre à jour ces faits délictueux.

B. Le champ d'application dans le temps de la flagrance.

Jusqu'en 1999 le législateur n'avait pas prévu de délais butoir pour la réalisation d'une enquête de flagrance, on constatait dans les faits l'existence d'enquête de flagrance qui durait un an voire 2 années, la C.CASS n'émettait qu'une exigence, il fallait que les recherches effectuées soient discontinuées ou pas enfin je ne sais pas.

CEDH → Une enquête coercitive ne peut pas durer aussi longtemps : Art 2 de l'art 53 : L'enquête de flagrance peut se poursuivre sans discontinuer pendant 8 jours.

La loi du 9 mars 2004 est venue ajouter un complément : « lorsque des investigations nécessaires à la manifestation de la vérité pour un crime ou un délit punis d'une personne > 5 ans de prisons, ne peuvent être différés, le procureur peut décider de prolonger cette enquête de 8 jours.

Le législateur a aussi réduit les hypothèses de flagrance, car autrefois, au 3^{ème} cas de flag traditionnelle s'ajoutait « la réclamation venue de l'intérieur d'une maison de la part du chef de maison ».

§2 : Les actes de l'enquête de flagrance. !!!!!

!!!!!!EXAM !!!!!!!

La caractéristique d'une enquête de flagrance c'est qu'elle est coercitive !

Le premier acte d'une enquête de flag c'est l'avis du proc + transport sans délai sur les lieux afin de préserver la scène du crime.

Tout modif volontaire ou pas est une infraction pénale.

La 2^{ème} catégorie d'actes les = fréquent sont les perki et les saisies.

L'enquête de flag étant coercitive, l'OPJ n'a pas besoin du consentement de l'intéressé pour procéder à la perki c'est la grande différence avec l'enquête préliminaire où le consentement écrit et manuscrit de la main de l'intéressé est nécessaire.

La perki débouche sur la saisie d'objet.

Une saisie n'est juridiquement valable que si l'on peut authentifier les objets qui figureront à la procédure.

Les saisies sont placées sous scellés. Cire+ tampon de l'OPJ.

Pareillement l'OPJ dresse un PV de saisie dans lequel il numérote l'objet saisi, le décrit.

2 catégories de scellé : Ouvert ou fermé provisoire.

Les ouverts :

→ L'objet saisi permet d'apposer la ficelle et l'étiquette sans que cela gêne la consultation, la vision de l'objet saisi. Ex un cahier d'élève.

→ Les fermés provisoires : Celle où un scellé ouvert est impossible ou quand le nombre d'objets saisis est tel que leur inventaire détaillé ne pourra être fait que ultérieurement.

Dans cette hyp les objets saisis sont placés dans un contenant qui est scellé → scellés provisoires car après ils seront brisés en présence de toutes les personnes qui ont assisté à l'apposition des scellés pour pratiquer un inventaire et l'apposition éventuelle d'un scellé sur chaque objet.